

Le temps des alternatives

Christian Chavagneux

Alternatives Economiques n° 337 - juillet 2014

Face à une politique gouvernementale jugée inefficace et injuste, un groupe de députés PS propose une autre politique et un ensemble d'experts un autre projet économique pour la gauche.

En ce samedi 14 juin, la salle des fêtes de la mairie du XI^e arrondissement de Paris déborde de partout : assis sur des chaises, des tables, par terre, debout, collés aux murs, on ne sait plus où mettre tous ceux qui veulent entrer. Qu'est-ce qui les attire ? Une réunion organisée par Un monde d'avance, l'un des multiples courants du Parti socialiste (PS), sur le thème "Comment rassembler la gauche ?". Si l'objectif des socialistes, des Verts et des communistes présents à la tribune est politique - la gauche peut-elle s'unir pour contrer le Front national ? -, les critiques des uns et des autres se concentrent rapidement sur les choix économiques du gouvernement. A l'image de Fanélie Carrey-Conte, la députée PS du XX^e arrondissement, qui ne mâche pas ses mots : *"Les politiques menées par le gouvernement sont économiquement inefficaces et socialement injustes."*

Des députés PS proposent un budget plus orienté vers la demande

Projet du gouvernement	Politique de l'offre	90 %	Politique de la demande	10 %
	Entreprises	41 Mds	Ménages	5 Mds
	• Cice	20	• Baisse de l'impôt sur le revenu	2,5
	• Baisse des cotisations patronales	10	• Baisse des cotisations salariales	2,5
	• Baisse des impôts	11		
Projet des 100	Politique de l'offre	50 %	Politique de la demande	50 %
	Entreprises	22,5 Mds	Ménages et collectivités locales	23,5 Mds
	• Cice	15	• Soutien au pouvoir d'achat des ménages	16,5
	• Baisse des cotisations patronales	5	• 300 000 emplois aidés	2
	• Baisse de l'impôt sur les sociétés	2,5	• Investissements publics locaux	5

Source : Appel des 100

[Cliquez pour agrandir l'image](#)

La politique économique de François Hollande - une austérité budgétaire qui rogne l'Etat-providence, accompagnée de baisses d'impôts massives pour les entreprises -, c'est le moins que l'on puisse dire, ne passe pas. Après le "peuple de gauche", qui ne s'est pas déplacé aux élections municipales et aux européennes, un ensemble de députés PS ont lancé un appel qui conteste ouvertement les choix de l'exécutif. Et ce sont maintenant les économistes de gauche qui ruent dans les brancards (voire encadré page 9). Mais élus et experts ne se contentent pas de contester, ils proposent. A court terme, une autre politique budgétaire et de l'emploi. A moyen terme, un autre projet économique pour la gauche.

Rééquilibrer la politique budgétaire

Un groupe de députés socialistes a lancé la bataille le 9 juin dernier en publiant un "Appel des 100 pour plus d'emplois et de justice sociale". Des idées reprises fin juin et début juillet dans des amendements déposés lors

du débat sur les projets de loi de finance et de financement de la Sécurité sociale rectificatifs proposés par le gouvernement.

L'objectif des députés récalcitrants est clair : on respecte la volonté du gouvernement de réduire les impôts de 46 milliards d'euros, mais on rééquilibre le partage des baisses entre entreprises et ménages. Leur proposition est fondée sur deux constats. D'un côté, *"sur les 41 milliards d'euros prévus pour les entreprises, seul un tiers (12 milliards) va aux secteurs exposés à la concurrence internationale"*. Soit beaucoup d'argent dépensé, mais mal ciblé s'il doit aider à renforcer la compétitivité de l'appareil productif. De l'autre côté, interrogés par l'Insee, près de la moitié des chefs d'entreprise déclarent qu'ils ont d'abord un problème de demande, de carnets de commandes insuffisamment remplis, et seuls 18 % soulèvent un problème d'offre. Conclusion logique : il faut faire moins (et mieux) de politique d'offre et davantage de politique de demande.

Concrètement : au lieu d'attribuer 90 % des baisses d'impôts aux entreprises et 10 % aux ménages, faire du 50-50. Et ils font des propositions précises. Côté offre : mieux cibler le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (Cice) sur les entreprises aux prises avec la concurrence internationale, réserver les baisses d'impôts sur les bénéficiaires aux entreprises qui en réinvestissent au moins 90 % plutôt que de distribuer des dividendes, etc. Côté demande : un soutien aux investissements publics locaux qui donnent du travail au secteur du bâtiment local, 300 000 emplois aidés de plus afin de vraiment de s'attaquer au chômage, et un soutien au pouvoir d'achat des ménages. Ainsi, pour le député PS Pierre-Alain Muet, *"en rééquilibrant sérieusement le pacte en faveur des ménages, on conjuguera justice sociale et efficacité économique"*.

Pour Xavier Timbeau, directeur du département analyse et prévision de l'OFCE, l'idéal serait également de *"répartir les efforts sur une période plus longue"*. Une idée avancée également par l'ancien député européen Liêm Hoang Ngoc. Une austérité moins forte permettrait de ne pas trop obérer la croissance et éviterait ce qui semble se produire en France : l'austérité plombe l'activité, ce qui provoque des recettes fiscales plus faibles que prévu. Résultat : le déficit budgétaire reste important. Le gouvernement a d'ailleurs récemment relevé ses prévisions avec un déficit à 3,8 % du produit intérieur brut (PIB) pour 2014, alors que jusque-là il tablait sur 3,6 %. La Cour des comptes, de son côté, est encore plus pessimiste dans son rapport publié le 17 juin et anticipe un niveau plus proche de 4 %.

Priorité au plein-emploi

Ce qui n'empêche pas son président Didier Migaud de réclamer encore plus d'austérité ! Il souhaite une réduction accrue des dépenses, en particulier par la suppression de postes dans la fonction publique. A l'inverse, pour l'économiste Michel Husson, *"les deux seules pistes possibles pour revenir au plein-emploi sont tout à fait contraires à l'air du temps : ce sont la réduction du temps de travail et l'Etat employeur"*.

Une autre politique de santé

David Belliard

L'accès de tous à des soins de qualité est un impératif. Les maladies chroniques, qui absorbent les deux tiers des dépenses de santé, sont majoritairement liées à la dégradation de notre environnement et à nos modes de vie. Davantage de dépenses de préventions permettrait moins de dépenses de soins.

Il faut également mieux choisir ce qui est remboursé, car nous consommons trop de soins inutiles et trop chers. Il faudrait également limiter les dépassements d'honoraires, notamment pour certains spécialistes, et intervenir sur la répartition géographique des médecins. En l'état actuel, le payeur, c'est-à-dire la Sécurité

sociale pour 75,5 % des dépenses de santé, ne peut véritablement contrôler ceux qui ordonnent la dépense, et dont pourtant il solvabilise la clientèle.

Selon lui, *"un calcul de coin de table montre qu'un million d'emplois publics payés au salaire moyen coûterait à l'Etat 16,4 milliards d'euros"*, soit bien moins que le Cice et avec une garantie d'emplois créés. Lorsque le gouvernement offre des allègements de cotisations aux entreprises, il fait le pari qu'elles en profiteront pour embaucher ou sauver des emplois. Mais rien n'est moins sûr : *"on fait des chèques sans demander de facture !"*, s'offusque le député socialiste Jean-Marc Germain, qui rappelle que le passage aux 35 heures a coûté 5 milliards d'euros avec la contrepartie effective de plusieurs centaines de milliers d'emplois créés.

Mais lorsque la revue *L'Economie politique* interroge une dizaine d'économistes et de personnalités politiques de gauche pour leur demander ce que pourrait être le contenu d'une autre politique, leurs réponses vont au-delà du débat sur les orientations de court terme du gouvernement. Tous convergent vers la même idée : l'avenir de la gauche passe par une politique d'investissement écologique et social.

Une politique environnementale

De Xavier Timbeau à Michel Husson, de Liêm Hoang Ngoc au spécialiste de l'énergie Benjamin Dessus, de l'économiste Eloi Laurent à l'ancien ministre Europe Ecologie-Les Verts Pascal Canfin, tous s'accordent pour faire de l'investissement écologique une priorité. Leurs motivations associent les effets macroéconomiques positifs d'un "keynésianisme vert" (des investissements créateurs de richesses et d'emplois locaux), à la nécessité de changer de modèle de développement (une autre façon de se loger, de se déplacer, de se nourrir) afin de préserver non pas seulement la planète mais la cohésion sociale et la démocratie.

Car, souligne avec force Eloi Laurent, *"le risque environnemental est assurément un horizon collectif et même global, mais il est socialement différencié"*. Dit autrement, les pauvres sont en première ligne. Il existe une relation réciproque entre inégalités sociales et risques écologiques qui fait que les uns nourrissent les autres et réciproquement. Si l'Etat-providence pose des droits à la solidarité face aux risques, alors il doit protéger des risques environnementaux en plus des risques sociaux (chômage, maladie...).

Investir dans le capital humain

Enfin, si l'objectif doit être d'organiser une montée en gamme de toute l'économie française, l'une des priorités doit alors être d'investir dans "le capital humain", comme disent les économistes. Concrètement, explique le politiste Bruno Palier, cela signifie qu'il faut considérer le travail comme un atout à développer plutôt que comme un coût. *"Depuis plus de trente ans, entre 20 % et 30 % de personnes se trouvent non qualifiées, qui ensuite ne peuvent se former et souffrent aujourd'hui du chômage et de la précarité."* Amélioration de l'école et de la formation professionnelle, promotion de l'égalité homme-femme, etc., le chercheur propose de multiples pistes pour développer l'investissement social qui manque à la France.

Il estime également qu'*"afin de donner sens aux stratégies économiques, il est nécessaire de leur définir une finalité, qui doit être d'améliorer la qualité de vie des Français"*. Une ambition complètement partagée par l'ancien ministre écologiste Pascal Canfin, qui plaide pour *"une politique du bonheur"*. Cela signifie de revenir sur les conditions de transport difficiles qui contribuent à la dévalorisation du rapport au travail, de construire et rénover des logements en même temps que l'on investit dans la qualité des emplois du bâtiment.

Une politique d'investissement social passe aussi par le développement du *care*, l'ensemble des services à

destination des jeunes enfants et des personnes âgées dépendantes. Cet axe est développé par Bruno Palier et Pascal Canfin. Ce dernier y ajoute le *share* (consommation collaborative, économie sociale et solidaire) et le *dare*, une culture de l'innovation par la coopération.

Finalement, Eloi Laurent résume bien les deux grands principes généraux des différentes pistes avancées par tous ces experts et ces politiques de gauche. D'une part, efficacité économique et lutte contre les inégalités sociales et environnementales ne sont pas antinomiques, elles vont de pair. D'autre part, les politiques d'investissement écologique et social s'appuient toutes sur le même diagnostic : il est du devoir de la gauche d'assurer une reconquête politique du temps long. Au-delà du combat de court terme sur la politique budgétaire, il reste à transformer les grands principes et les axes évoqués pour le moyen terme en un programme crédible. Rendez-vous, au plus tard, en 2017 !

Article issu du dossier [Une politique de gauche ? Oui, c'est possible !](#)

Christian Chavagneux

Alternatives Economiques n° 337 - juillet 2014

© Alternatives Economiques. Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle des pages publiées sur ce site à des fins professionnelles ou commerciales est soumise à l'autorisation d'Alternatives Economiques (Tel : (33) 03 80 48 10 25 - abonnements@alternatives-economiques.fr). En cas de reprise à des fins strictement privées et non commerciales merci de bien vouloir mentionner la source, faire figurer notre logo et établir un lien actif vers notre site internet www.alternatives-economiques.fr.